

Position		

Il faut plus de recherches sur l'impact des OGM au Québec

ARIANE KROL

Le Québec aurait besoin de plus de recherches pour connaître l'impact environnemental des cultures génétiquement modifiées, conclut un chercheur du ministère de l'Environnement du Québec.

« Puisque peu d'études ont été effectuées au Québec, il serait important que plus de travaux soient réalisés afin de mieux comparer et comprendre les impacts environnementaux des cultures GM et conventionnelles », indique David Carter, agronome et biologiste à la Direction du patrimoine écologique et du développement durable du ministère de l'Environnement, dans un article publié récemment dans la revue *Vecteur Environnement*.

Le scientifique a fait ce constat après avoir effectué une revue des articles scientifiques traitant de l'impact des cultures GM (génétiquement modifiées) sur l'environnement.

Les trois principales plantes GM cultivées commercialement au Québec sont le maïs, le soja et le canola.

Des études sur l'impact de ces cultures ont été réalisées ailleurs dans le monde, mais leurs conclusions ne s'appliquent pas nécessairement aux sols et à l'environnement québécois.

« Pour le maïs OGM, il ne devrait pas y avoir beaucoup de changements. Mais pour le canola, comme il y a des mauvaises herbes apparentées, a priori il pourrait y avoir des flux de gènes, des mauvaises herbes qui intégreraient le transgène », a

expliqué David Carter en entrevue téléphonique.

Selon les plus récentes données de Statistique Canada, les trois quarts des champs de canola cultivés au Québec en 2002 ont été ensemencés avec des variétés GM résistantes à un herbicide (glyphosate, glufosinate d'ammonium ou imidazoline). Comme le canola est une plante qui disperse facilement son pollen, les variétés GM pourraient s'hybrider avec de mauvaises herbes et produire des rejets résistants aux herbicides. La culture de cet oléagineux gagne en popularité au Québec, mais avec 6000 hectares ensemencés en 2002 (dont 4500 hectares GM), le canola demeure beaucoup moins répandu que le maïs (450 000 hectares dont 31 % GM) et le soja (135 000 hectares dont 29 % GM).

Pratiques québécoises à risque

Le maïs Bt, destiné à l'alimentation animale, est une variété qui a été modifiée pour provoquer la mort d'un insecte prédateur, la pyrale. Sa culture soulève de nombreuses préoccupations environnementales, notamment à cause de l'impact qu'elle pourrait avoir sur des espèces non ciblées, comme les larves du papillon monarque. Mais l'utilisation inadéquate du maïs Bt pourrait aussi avoir des effets indésirables en agriculture en créant une résistance chez la pyrale. Pour éviter ce problème, les producteurs doivent semer des zones de maïs traditionnel où les insectes qui deviendraient résistants

au maïs Bt pourront s'accoupler avec des insectes qui n'y auront pas été exposés. Ces refuges doivent représenter au moins 20 % des superficies de maïs d'un producteur et se trouver à 400 mètres ou moins de ses champs d'OGM.

Or, le Québec est la province où ces exigences sont le moins respectées. Le taux de conformité a même diminué depuis 2001, indique la plus récente enquête de la Coalition canadienne contre les ravageurs de maïs. « Nous ne savons pas exactement pourquoi. Les agriculteurs québécois nous ont dit qu'ils ont de la difficulté à cause de la taille et de la forme de leurs champs. Je pense que c'est la nature humaine et aussi le fait que nous ne les avons pas informés de façon pressante et soutenue », commente Mark Sears, professeur à l'Université de Guelph et coprésident de cette coalition. Pour que l'information sur l'importance des refuges circule davantage au Québec, l'organisme s'est réuni ici plutôt qu'en Ontario le mois dernier.

Initiatives québécoises

Des données plus précises sur l'impact des cultures GM au Québec devraient être disponibles en avril prochain, avec le dépôt d'un rapport commandé par le ministère de l'Environnement, il y a deux ans. Le ministère prépare aussi un cadre de gestion des risques environnementaux associés aux OGM sur lequel il pourrait tenir des consultations au printemps prochain.